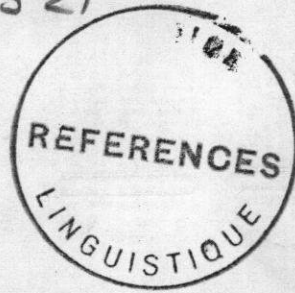


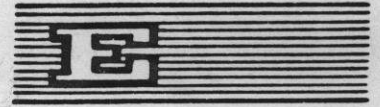


NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

B0321



55676



Distr.
LIMITEE
E/ECA/LDCs.2/3
2 avril 1982
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion du Comité intergouvernemental
d'experts des pays africains les
moins avancés

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
15-17 avril 1982

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Deuxième réunion de la Conférence des
ministres des pays africains les
moins avancés

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
26-27 avril 1982

INCIDENCES DU NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL D'ACTION POUR LES
ANNEES 80 SUR LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT DES PAYS
AFRICAINS LES MOINS AVANCES

TABLE DE MATIERES

<u>Titre</u>	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION.....	1 - 3
II. SITUATION GENERALE ET MESURES SUR LE PLAN NATIONAL..	4 - 16
III. MESURES D'APPUI SUR LE PLAN INTERNATIONAL.....	17 - 39
IV. DISPOSITIONS A PRENDRE EN VUE DE L'EXECUTION, DU SUIVI ET DE LA SURVEILLANCE DU NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL D'ACTION.....	40 - 48

I. INTRODUCTION

1. Lorsque les pays en développement ont conçu pour la première fois le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés, lors de la réunion ministérielle du Groupe des 77, tenue en février 1979 à Arusha, et l'ont énoncé dans la résolution 122 (V) de la CNUCED, on a estimé qu'un programme d'une importance et d'une intensité appropriées était nécessaire pour permettre aux pays les moins avancés - les pays les plus pauvres et économiquement les plus faibles de la planète - de procéder aux transformations structurelles indispensables à leur développement soutenu et autonome. La Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Paris du 1er au 14 septembre 1981 pour mettre au point, adopter et appuyer le programme, a été précédée de préparatifs détaillés qui comportent une étude complète, par la communauté internationale, des problèmes, besoins et propositions de chacun des pays les moins avancés. Les préparatifs avaient pour objectif d'assurer que, une fois adopté, le nouveau Programme substantiel d'action porte sur les besoins et les problèmes des pays les moins avancés tels que ces derniers les conçoivent, ainsi que les propositions visant à résoudre ces problèmes. Chacun des pays les moins avancés a fait une présentation détaillée dans laquelle il a identifié et évalué ses principaux projets et programmes prioritaires. Ces présentations ont été conjointement étudiées avec les donateurs au cours de réunions avec chacun des pays intéressés. Le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés de la CNUCED a servi de Comité préparatoire à la Conférence et a tenu trois réunions en cette qualité. Les préparatifs ont consisté, en outre, sur le plan régional, à organiser la première réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés à Addis-Abeba, du 27 au 30 juillet 1981 et la réunion ministérielle des Etats membres de la CESAP et de la CEAO, qui s'est tenue à Bangkok les 10 et 11 août 1981. Lorsque la Conférence a finalement été convoquée, elle disposait d'une solide base détaillée pour ses travaux.

2. En dépit de ces préparatifs complets, la Conférence de Paris a été marquée par des négociations longues et difficiles. A l'instar de tous les documents de cette nature, le document que la Conférence a finalement adopté comme nouveau Programme substantiel d'action a été le résultat d'un compromis entre les aspirations des pays en développement, singulièrement des pays les moins avancés parmi eux, et les propositions des donateurs. A certains égards, le programme n'a pas répondu aux attentes des pays les moins avancés. Toutefois, le nouveau Programme substantiel d'action comporte également beaucoup d'aspects positifs parmi lesquels figure en bonne place la possibilité qu'il offre à la communauté internationale d'axer son attention sur les problèmes et les besoins des pays les moins avancés au cours des années 80. Ce programme offre d'importantes possibilités à chacun des pays les moins avancés et il importe, par conséquent, que sa mise en oeuvre soit vigoureusement poursuivie et surveillée aussi étroitement que possible.

3. Le présent document étudie un certain nombre de dispositions du nouveau Programme substantiel d'action eu égard aux objectifs et aux besoins des pays africains les moins avancés ainsi qu'ils sont énoncés dans leurs présentations individuelles. Les incidences du nouveau Programme substantiel d'action sur le choix de politiques et de stratégies au cours des années 80 y sont identifiées et des recommandations y sont formulées en ce qui concerne les moyens de permettre aux pays africains les moins avancés de tirer le maximum d'avantages des dispositions du Programme.

II. SITUATION GENERALE ET MESURES SUR LE PLAN NATIONAL

4. Le chapitre I du nouveau Programme substantiel d'action étudie la situation générale dans les pays les moins avancés et prescrit les mesures à prendre au niveau national, conformément aux principaux objectifs du programme qui sont :

- a) de promouvoir les transformations de structures nécessaires pour surmonter les difficultés économiques extrêmes des pays les moins avancés ;
- b) d'assurer à la population pauvre un minimum vital tout à fait suffisant et conforme aux normes internationalement agréées ;
- c) de déterminer et de concrétiser les grandes possibilités d'investissement et d'en établir l'ordre de priorité ;
- d) d'atténuer autant que possible, les effets des catastrophes naturelles.

5. L'étude de la situation générale et les mesures recommandées porte sur les problèmes, priorités et objectifs des pays les moins avancés encore qu'en termes généraux. D'une manière générale, les mesures recommandées au niveau national sont conformes aux dispositions de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies et du Plan d'action de Lagos en ce qui concerne les mesures indispensables pour réaliser les transformations structurelles et éliminer la pauvreté des masses. Le nouveau programme doit par conséquent être considéré comme un prolongement et un complément de ces prescriptions plus globales pour le développement à long terme.

6. Au niveau macro-économique, le nouveau Programme substantiel d'action vise à permettre à chacun des pays les moins avancés d'accroître sensiblement son revenu national, voire le cas échéant, à le doubler d'ici à 1990 par rapport au niveau atteint à la fin des années 70, ce qui nécessitera un taux de croissance annuel de 7,2 p. 100. Pour y parvenir, chacun des pays les moins avancés doit chercher à atteindre et, si possible, à dépasser le taux de croissance annuel de 4 p. 100 fixé comme objectif du secteur agricole dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Dans le secteur des industries manufacturières, les pays les moins avancés doivent chercher à atteindre une moyenne de 9 p. 100 ou plus de croissance annuelle dans la production. Ces pays doivent redoubler d'efforts en matière d'épargne intérieure.

7. Il importe de noter que le nouveau Programme substantiel d'action ne stipule pas d'objectifs précis concernant la croissance du PIB des pays les moins avancés considérés dans leur ensemble. Le doublement du revenu d'ici à 1990 n'est prévu que pour quelques cas appropriés. Un objectif aussi précis aurait servi d'étalon utile pour évaluer la réussite du programme dans chaque pays. Au cours des années 70, les pays plus pauvres ont généralement enregistré de mauvais résultats, ce qui implique que les pays les plus faibles économiquement parmi les moins avancés devront chercher à atteindre des taux de croissance encore plus élevés s'ils veulent réaliser une transformation importante de leur économie.

8. Au niveau sectoriel, un rang de priorité élevé est accordé au secteur agricole. Le Programme indique que les résultats de ce secteur au cours des deux dernières décennies se sont caractérisés par un recul de la production alimentaire et agricole par habitant, s'ajoutant à une croissance démographique rapide, à l'exode rural, à l'insécurité alimentaire chronique, etc. L'extrême faiblesse de la productivité, l'inadaptation et l'insuffisance des techniques de production, la faiblesse des institutions de soutien agricole, la vulnérabilité face aux menaces de la désertification, ainsi que les vicissitudes naturelles et la trop grande faiblesse des méthodes d'irrigation sont considérées comme les principaux goulets d'étranglement.

9. Etant donné cette situation, il est recommandé qu'une attention particulière soit accordée à l'amélioration de la production alimentaire en vue de parvenir, dès que possible, à une plus grande autosuffisance et assurer la sécurité alimentaire. A cet égard, le nouveau Programme substantiel d'action appelle une augmentation des crédits budgétaires alloués à l'agriculture et à des activités connexes telles que la production animale, la pêche et la mise en valeur des ressources forestières, la mise en oeuvre de politiques, notamment en ce qui concerne les prix, qui fourniront, entre autres, des encouragements à la production et à la mise en place de mécanismes en vue de l'élaboration et de l'exécution des programmes nécessaires. L'attention est également attirée sur la nécessité d'accroître la superficie des terres cultivables, de résoudre les problèmes structurels inhérents au régime foncier, d'accroître la productivité en veillant à la conservation des sols, d'irriguer, etc., de mettre au point des techniques locales d'exploitation agricole, de renforcer la recherche au niveau national, de mettre en valeur la main-d'oeuvre et de réduire les pertes après les récoltes. Un rang de priorité élevé doit également être accordé au développement rural intégré, l'accent étant mis sur la participation populaire, l'accroissement des possibilités d'emplois et de la productivité, l'amélioration de l'infrastructure sociale en milieu rural et l'adoption de politiques concernant le rôle de la femme dans le développement rural.

10. Dans le secteur des industries manufacturières, le nouveau Programme substantiel d'action recommande de porter le taux de croissance de 4 p. 100 enregistré au cours des années 70 à 9 p. 100 ou plus par an au cours des années 80. Selon le nouveau Programme substantiel d'action, les programmes industriels doivent viser à développer les agro-industries, le secteur des facteurs de production agricole, le traitement des matières premières sur place, à promouvoir les industries moyennes et légères, à encourager et à

améliorer la productivité de la petite industrie et des industries familiales, ainsi qu'à encourager, si possible, l'implantation d'industries de base utilisant les ressources locales.

11. S'agissant des ressources humaines et du développement social, le nouveau Programme substantiel d'action préconise la mise en valeur et la mobilisation des ressources humaines ainsi que leur participation effective au processus de développement, l'accroissement des possibilités d'emplois, l'amélioration des normes sanitaires et nutritionnelles, l'adoption de politiques en matière de population et la construction d'établissements humains appropriés.

12. Le nouveau Programme substantiel d'action accorde également une attention particulière à la mise en valeur des ressources énergétiques et recommande, à cet effet, l'intégration d'une stratégie énergétique globale aux programmes mis en oeuvre par les pays les moins avancés, la mise en application des mesures prioritaires recommandées dans le Programme d'action de Nairobi sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, le transfert et l'adaptation de la technologie, ainsi que le renforcement de l'appui apporté à la recherche énergétique.

13. En ce qui concerne l'infrastructure matérielle, l'accent est mis sur la mise en place de structures de base devant appuyer l'ensemble des secteurs de production et les services sociaux essentiels, notamment les transports et les communications, l'eau, l'irrigation, l'énergie, l'entreposage, les établissements scolaires, etc.

14. Le nouveau Programme substantiel d'action encourage également l'élaboration d'importants programmes de transformation qui, bien que coûteux, et exigeant de longs délais d'exécution, peuvent être profitables surtout s'ils sont mis en oeuvre au niveau sous-régional. De tels projets peuvent trouver leur place dans le développement agricole global, l'irrigation, la mise en valeur des bassins fluviaux, l'énergie, etc.

15. Dans le domaine du commerce extérieur, le nouveau Programme substantiel d'action insiste sur la nécessité d'accroître les recettes d'exportation par le biais d'une augmentation de la production, d'une diversification de la structure des produits et de la destination des échanges, y compris le développement des échanges entre pays en développement et la recherche de prix rémunérateurs. Les PMA sont invités à entreprendre des études qui permettraient non seulement de réaliser ces objectifs, mais aussi de mettre en place une infrastructure adéquate pour les échanges locaux.

16. Les autres mesures recommandées concernent la nécessité d'assainir l'environnement, d'apporter une assistance au titre du commerce de transit des pays les moins avancés sans littoral et insulaires et de mobiliser une aide d'urgence en faveur des pays touchés par des catastrophes naturelles.

III. MESURES D'APPUI SUR LE PLAN INTERNATIONAL

17. Pour permettre aux pays les moins avancés d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés pour les années 80, le nouveau Programme substantiel d'action reconnaît que les mesures prises par les pays les moins avancés au niveau national doivent être complétées par des mesures d'appui tant sous la forme d'un transfert accru de ressources financières que sous celle de politiques et de programmes concernant les modalités de l'aide, de l'assistance technique et du transfert de technologie, les mesures relatives à la politique commerciale et la coopération entre pays en développement.

18. C'est probablement sur la question du transfert des ressources financières que le nouveau Programme substantiel d'action s'écarte le plus des aspirations des pays les moins avancés. Dans leurs présentations, les pays les moins avancés ont estimé que leurs besoins en financement extérieur au titre de la première moitié des années 80 seraient, en termes réels, supérieurs de 85 p. 100 à ceux estimés pour la période quinquennale allant de 1975 à 1979 et qui étaient en moyenne de 6,6 milliards de dollars des Etats-Unis, aux prix de 1980. Cela représente un déficit de 5,7 milliards de dollars des Etats-Unis en moyenne par an. Ils ont par ailleurs estimé que d'ici à 1990, le volume de l'aide à des conditions de faveur qui leur est consentie devrait passer à 24 milliards de dollars des Etats-Unis aux prix de 1980.

19. Lors de la Conférence de Paris, les pays en développement se sont efforcés d'amener les donateurs à souscrire aux objectifs ci-dessus. La plupart des donateurs étaient cependant peu disposés à souscrire à des objectifs précis s'agissant de l'importance des apports d'aide et des calendriers spécifiques. Le texte de compromis qui a été finalement adopté ne fixait donc pas d'objectif spécifique et était conçu dans des termes on ne peut plus généraux. On y reconnaît simplement qu'un transfert important de ressources en provenance de la communauté internationale, notamment des pays développés, serait indispensable à la réalisation des objectifs de la décennie. Les transferts de ressources viendront s'ajouter aux mesures énergiques que les pays les moins avancés adopteront eux-mêmes en vue de mobiliser leurs ressources nationales. Dans le cadre du nouveau Programme donc, l'ensemble des donateurs ont décidé de consentir un effort particulier pour accroître leurs transferts de ressources en direction des pays les moins avancés. L'ensemble des pays donateurs ont réaffirmé leur engagement de chercher à atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB pour les apports globaux d'APD comme prévu dans la Stratégie internationale du développement. Les apports d'aide iront de plus en plus vers les pays les moins avancés. Concrètement, stipule le texte, "à cet sujet, la plupart des donateurs d'aide publique au développement consacreront, au cours des années à venir, 0,15 p. 100 de leur produit national brut aux pays les moins avancés. Les autres doubleront l'aide publique au développement qu'ils fournissent aux pays les moins avancés durant la même période". Le nouveau Programme substantiel d'action déclare par ailleurs que "globalement, ces efforts devraient permettre de fournir aux pays les moins avancés, d'ici 1985, un volume d'APD représentant le double des ressources qui leur ont été transférées au cours des cinq dernières années".

20. Etant donné qu'aucun délai n'est fixé pour la réalisation de l'objectif de 0,15 p. 100 du PNB, qu'il est difficile d'identifier clairement les pays qui viseront à réaliser cet objectif, et qu'aucun objectif n'est retenu pour les pays donateurs qui ont déjà atteint ce pourcentage, il est extrêmement malaisé d'évaluer avec une certaine exactitude le volume d'aide qui sera mis à la disposition des pays les moins avancés au titre du nouveau Programme substantiel d'action. Néanmoins, étant donné l'incidence que le volume prévu de l'aide pourrait avoir sur le choix des politiques et des stratégies dans les pays les moins avancés, on a cherché à évaluer très approximativement les apports prévus au cours des années 80. Sur la base du volume actuel de l'aide consentie par chacun des pays donateurs aux pays les moins avancés et des indications relatives aux intentions des différents bailleurs de fonds reposant sur les déclarations de leurs représentants à la Conférence de Paris, et en supposant des taux de croissance modestes du PNB des pays donateurs, on a estimé que le volume des apports financiers étrangers qui reviendrait aux pays les moins avancés au titre du nouveau Programme substantiel d'action augmenterait d'environ 60 p. 100 en termes réels (en moyenne 10,6 milliards de dollars des Etats-Unis par an) au cours de la décennie 1980-1990 par rapport au volume annuel moyen de 6,6 milliards de dollars des Etats-Unis atteint au cours de la période allant de 1975 à 1979.

21. Il ressort d'une étude des présentations faites par les pays africains les moins avancés que le taux de croissance prévu du PIB global de ces pays au cours des années 80 se situe à 6 p. 100, ce qui correspond presque à un doublement du PIB aux prix du marché d'ici à 1990. Ce scénario suppose un montant total d'investissements prévus de 133 milliards de dollars des Etats-Unis (aux prix de 1979) pour les années 80, dont 8,3 milliards de dollars correspondraient à des financements extérieurs. Les importations devraient s'accroître à un rythme annuel d'environ 10,5 p. 100 au cours des années 80, ce qui est bien plus élevé que le taux historique de 6 p. 100, alors que les exportations devraient enregistrer une moyenne annuelle d'environ 8,7 p. 100 par rapport au faible résultat historique de 3,8 p. 100 seulement par an, enregistré entre 1975 et 1979. La part de l'épargne intérieure dans le PIB atteindrait 14 p. 100 et 18 p. 100 en 1985 et 1990 respectivement. Le taux de croissance prévu pour les investissements est de 2 p. 100 par an, ce qui porterait la part des investissements dans le total du PIB à environ 27 p. 100 en 1990. L'essentiel des investissements serait orienté vers les secteurs prioritaires tels que l'agriculture, l'infrastructure économique et les industries manufacturières. Ainsi, l'agriculture et l'industrie (y compris les industries manufacturières, l'exploitation minière, la construction, les transports et les communications et l'énergie) devraient croître à des rythmes annuels de 4,1 p. 100 et de 3,8 p. 100 respectivement, ce qui aurait pour effet de transformer considérablement les structures de production, la part du secteur industriel passant de 14 p. 100 en 1979 à près de 20 p. 100 en 1990. Une amélioration substantielle de l'efficacité du capital est prévue en même temps qu'un fléchissement du coefficient marginal de capital, qui passerait de son niveau historique de 4 à environ 3,5 p. 100 au cours des années 80. L'annexe I décrit ce scénario de base.

22. Il est à noter que dans le scénario prévu, le déficit commercial est plus important que le déficit de l'épargne. Pour amener les deux déficits à un même niveau d'ici à 1990, on suppose dans un deuxième scénario (annexe II) que l'élasticité de la consommation relativement au PIB ne fléchirait pas aussi vivement qu'il est indiqué dans les présentations des pays (c'est-à-dire d'environ 1,2 p. 100 pour la période 1975-1979 à 0,93 p. 100 seulement au cours des années 80). La consommation devrait augmenter à un rythme annuel moyen de 5,9 p. 100 étant donné l'expansion prévue de la production intérieure.

23. Il est important de comparer les scénarios ci-dessus à la situation qui règnera si les tendances et politiques passées dans les pays les moins avancés se maintiennent. Les résultats d'une telle projection figurent à l'annexe III. Il ressort du tableau que la situation sera désastreuse étant donné que le taux de croissance du PIB fléchirait jusqu'à 2,9 p. 100 seulement par an. Le déficit de la balance des paiements passerait à 57 milliards de dollars des Etats-Unis.

24. Cela dit, il importe d'évaluer les incidences que l'insuffisance du volume de l'aide par rapport au niveau que les pays les moins avancés avaient prévu pour les années 80 aurait sur le type de croissance souhaité. A cet égard, on s'est efforcé de faire deux autres séries de projections sur la base de l'indicateur brut suivant lequel le gonflement du volume de l'aide extérieure au cours des années 80 ne dépasserait pas 60 p. 100 du total de l'aide nécessaire aux pays les moins avancés.

25. La première série de projections (annexe IV) suppose que l'objectif posé par les politiques des pays africains les moins avancés tel qu'il est contenu dans leurs présentations individuelles reste inchangé en ce qui concerne les apports d'aide, à savoir 60 p. 100 seulement du niveau souhaité, soit 50 milliards de dollars des Etats-Unis. D'après ce scénario, les pays africains les moins avancés enregistreront un taux de croissance plus faible (4,9 p. 100 par an) que prévu (6 p. 100). Un tel fléchissement du taux de croissance d'ensemble ne manquerait pas d'avoir de graves conséquences. Il implique une très lente croissance du revenu de ces pays si bien que d'ici à 1990, le sort des populations de ces pays ne s'améliorera guère. Pour les années 80, un taux de croissance du PIB des pays les moins avancés, inférieur à 6 p. 100, ne permettrait pas de doubler le PIB et ne contribuerait à accroître que très faiblement le revenu par habitant. De plus, l'objectif de transformer les structures de l'économie de ces pays ne pourra se réaliser avec des taux de croissance faibles du PIB étant donné que des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie et l'infrastructure devront se développer à des rythmes relativement élevés pour qu'on puisse atteindre le degré souhaité de transformation structurelle.

26. Il ressort de la dernière série de projections (annexe V) que si l'on veut que le PIB des pays les moins avancés double ou presque d'ici à 1990 grâce à un volume d'aide qui ne s'élèvera qu'à 50 milliards de dollars des Etats-Unis, ces pays seront contraints d'adopter des politiques de nature plus introverties et des mesures visant à une plus grande autonomie. D'après ce scénario, les investissements et les exportations seraient maintenues au niveau initialement prévu, alors que la consommation et les importations

devraient s'accroître au cours des années 80 à des taux annuels de 4,9 p. 100 et 7,2 p. 100 respectivement. En d'autres termes, l'élasticité de la consommation devra être maintenue au faible niveau d'environ 0,8 pour que le taux d'épargne puisse approcher de 19 p. 100 du PIB d'ici à 1990. Toutefois, la consommation augmentera plus rapidement au cours de la période 1975-1979, et on espère que cette augmentation sera au profit des groupes à faible revenu.

27. La baisse du taux d'expansion des importations implique une vive chute de l'élasticité des importations par rapport au PIB qui passerait du 1,7 historique à 1,14. Puisque les investissements devront croître au rythme annuel prévu, qui est d'environ 12 p. 100, et étant donné la faible croissance de la consommation prévue plus haut, les pays africains les moins avancés devront adopter une nouvelle structure d'investissement et de consommation caractérisée par un faible contenu d'importations. En d'autres termes, la consommation et l'investissement devront être orientés davantage vers l'utilisation de produits locaux et de ressources (humaines, matérielles et financières) intérieures. Ce scénario implique plus précisément l'adoption de programmes d'investissement à plus forte intensité de main-d'oeuvre et la promotion de l'agriculture et des produits manufacturés locaux par le biais d'encouragements appropriés, y compris des mesures de protection.

28. Cela veut dire que les plans devraient chercher à maintenir le progrès avec un dosage judicieux de technologies de pointe et de technologies légères et peut-être s'accommoder de techniques moins efficaces et plus coûteuses (selon les normes internationales) du point de vue des facteurs main-d'oeuvre et matériel. Qui plus est, les produits finis pourraient ne pas être aussi bons que ceux qui pourraient résulter de l'adoption intégrale de la technologie la plus avancée disponible sur le marché. Toutefois, plutôt que de compter indéfiniment sur un volume approprié d'assistance extérieure, il serait prudent de s'accommoder de ce qui existe sur place. Cela est valable aussi bien pour les biens de consommation que pour les biens d'équipement. Très souvent, en cherchant à être au diapason de la technologie occidentale de pointe, les pays en développement négligent les technologies plus simples disponibles sur place. Il y a toute une gamme de technologie qui va des biens de consommation quotidienne tels que les textiles, le savon, les allumettes, les chaussures et les rasoirs à tout un ensemble de produits manufacturés indispensables en milieu rural et urbain et, chaque fois les difficultés de devises étrangères se font sentir, le marché de la production locale doit être soigneusement entretenu et préservé de la concurrence des biens étrangers. Il va sans dire que cela s'avèrera malaisé, et ira à l'encontre de nombres d'intérêts dominants du monde de l'import-export et des conditions dont les bailleurs de fonds développés assortissent l'aide étrangère.

29. Cela s'applique également à nombre d'activités de formation de capital telles que la construction, l'énergie hydraulique, les pompes et les générateurs, etc. Dans nombre de ces domaines, il existe une gamme de technologie et les pays à court de devises doivent étudier minutieusement la question pour déterminer la solution technologique qui exige le minimum de devises.

30. S'agissant des marchés, encore, il importe au premier chef de populariser les produits locaux en encourageant leur utilisation, notamment par les milieux instruits de la société et les organismes gouvernementaux à titre de modèle.

31. On doit s'efforcer de cultiver les plus hautes compétences à l'intérieur du pays par le biais des institutions de recherche - développement pour que l'on parvienne à transformer progressivement la technologie par des efforts locaux. En dernière analyse, c'est là la seule voie vers la croissance autonome quelque pénible qu'elle puisse être.

32. Enfin, on doit s'efforcer d'instaurer des relations marchandes plus étroites à l'intérieur de l'Afrique pour qu'on puisse tirer le meilleur parti possible des économies d'échelle.

33. Dans le cadre de l'effort tendant à accroître le flux de ressources en direction des pays les moins avancés au cours des années 80 et à assurer une utilisation plus efficace de ces mêmes ressources, le nouveau Programme substantiel d'action formule des recommandations précises en ce qui concerne l'accroissement des allocations consenties aux pays les moins avancés dans les programmes multilatéraux, les nouveaux mécanismes en vue de l'augmentation des flux financiers en faveur des pays les moins avancés ainsi que la qualité et l'efficacité de l'aide publique au développement.

34. S'agissant de l'aide multilatérale, les organismes multilatéraux, notamment le groupe de la Banque mondiale et les banques de développement régionales, sont invités à envisager d'accroître la part qui revient aux pays les moins avancés dans leurs programmes d'aide à des conditions de faveur. Tout en déplorant que de telles dispositions n'aient pas été formulées plus concrètement, qu'on n'ait pas, par exemple, engagé les organismes multilatéraux à souscrire à des objectifs quantitatifs spécifiques concernant les pays les moins avancés, l'augmentation des allocations consenties aux pays les moins avancés par les organismes multilatéraux pourrait combler une importante lacune au niveau des besoins extérieurs de ces pays. Cela est surtout important si l'on considère les difficultés particulières que les pays les moins avancés éprouvent actuellement à obtenir une aide à des conditions non-libérales.

35. Les dispositions du programme relatives à d'autres nouvelles sources d'aide à long terme à des conditions libérales en faveur des pays les moins avancés n'ont pas, non plus, été aussi explicites qu'on l'aurait souhaité. Le programme recommande simplement qu'une considération spéciale soit accordée aux besoins des pays les moins avancés dans les discussions en cours qui portent sur d'éventuels mécanismes nouveaux aux fins de la mobilisation de transferts financiers plus importants en faveur des pays en développement, tels que les plans de taxes internationales pour le développement, de nouvelles ventes d'or par le FMI, l'établissement d'un lien entre la création de Droits de tirage spéciaux (DTS) et l'aide au développement et l'emploi de techniques de bonification d'intérêts. Les progrès enregistrés dans les négociations en cours concernant ces questions ont été extrêmement lents. Toutefois, étant donné les possibilités d'expansion du volume des transferts financiers inhérentes à ces mécanismes, les pays en développement doivent ensemble s'évertuer à les faire adopter sans délai.

36. S'agissant de l'amélioration des modalités de l'aide, le nouveau Programme substantiel d'action invite les pays et organismes donateurs à tout mettre en oeuvre pour parvenir, dès que possible, à des décisions concernant les propositions tendant à améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide publique au développement, en particulier en ce qui concerne les dons, l'incidence de l'inflation sur les coûts des programmes et projets, l'aide au titre des produits, le soutien à la balance des paiements, l'appui budgétaire, l'appui aux banques de développement et institutions financières locales, les investissements relatifs à l'infrastructure sociale, le financement temporaire en attendant le remboursement de dépenses déjà supportées, la planification des dépenses renouvelables, le choix et la conception de projets ainsi que leurs incidences budgétaires. Le texte constitue un ensemble de modalités d'aide adapté aux besoins particuliers des pays les moins avancés. Il convient d'espérer que les pays et organismes donateurs le mettront en vigueur dès que possible puisque la réussite du nouveau Programme substantiel d'action pourrait se trouver largement hypothéquée si le programme ne s'accompagne pas d'une amélioration des modalités de l'aide.

37. Dans leurs présentations individuelles, la plupart des pays africains les moins avancés ont démontré la nécessité de disposer immédiatement d'une aide d'urgence afin de pouvoir faire face à leurs graves problèmes à court terme telles que les pénuries alimentaires et la rareté de devises devant servir à importer des facteurs essentiels et à atténuer les pressions inflationnistes. Les pays africains les moins avancés étaient convaincus qu'une telle action immédiate était un élément essentiel du nouveau programme substantiel d'action qui devrait être considérée comme une condition sine qua non à la mise en oeuvre du programme dans son ensemble. Dans une certaine mesure, ces aspirations sont satisfaites dans le nouveau programme substantiel d'action avec l'inclusion dans le chapitre relatif aux mesures d'appui sur le plan international d'une section portant sur l'élément d'action immédiate du nouveau Programme substantiel d'action. Cette section préconise qu'une attention immédiate soit accordée aux besoins les plus pressants des pays les moins avancés, notamment la fourniture de ressources importantes permettant de résoudre les pénuries aiguës de produits essentiels en particulier les aliments et l'énergie, le fardeau de la dette, le déficit de la balance des paiements, les conséquences des catastrophes naturelles et artificielles et les sérieux goulets d'étranglement rencontrés dans la gestion, l'entretien et la réparation des installations matérielles, ainsi que pour l'identification de projets, la réalisation d'études de faisabilité, le développement de l'agriculture et des zones rurales, la fourniture de facteurs pour l'agriculture et le développement rural, le lancement de projets de travaux publics ruraux à forte intensité de main-d'oeuvre et la fourniture de ressources suffisantes et prévisibles pour compléter les activités des PMA eux-mêmes.

38. Bien que le programme permette de traiter du problème immédiat des pays les moins avancés, l'absence, dans ce programme, d'objectifs ou de calendriers spécifiques en vue de la mise en application de l'élément d'action immédiate pourrait, une fois de plus, compromettre l'efficacité des mesures prises à ce titre. On espère néanmoins que, vu la nécessité urgente qu'il y a à jeter des bases solides pour le développement à long terme, la mise en oeuvre de l'élément d'action immédiate du nouveau Programme substantiel d'action sera étroitement surveillée au cours des premières années du programme.

39. Outre l'assistance financière, le nouveau Programme substantiel d'action porte sur d'autres mesures d'appui international considérées comme essentielles à la mise en oeuvre du Programme. Ce sont l'assistance technique, les mesures relatives à la politique commerciale, les transports et les communications, l'alimentation et l'agriculture, le transfert et la mise au point de technologie ainsi que les programmes multinationaux. Les mesures requises de la communauté internationale dans ces différents domaines ont également un caractère impératif. Toutefois, si elles sont appliquées judicieusement, les mesures prescrites en ce qui concerne l'assistance technique contribueront largement à résoudre le problème de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée qui constitue actuellement l'obstacle fondamental au développement et aux transformations économiques dans la quasi-totalité des pays africains les moins avancés. Les mesures recommandées dans le domaine des échanges et des autres domaines de la coopération économique internationale, si elles sont appliquées avec succès, contribueraient énormément, aussi, à assurer, entre autres, une plus grande viabilité du secteur des exportations de ces pays et à renforcer ainsi leur capacité d'importation.

IV. DISPOSITIONS A PRENDRE EN VUE DE L'EXECUTION, DU SUIVI ET DE LA SURVEILLANCE DU NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL D'ACTION

40. Comme indiqué plus haut, en tant que texte de compromis, le nouveau Programme substantiel d'action, la plupart de ses dispositions sont particulièrement générales sinon vagues. Pour que les pays les moins avancés tirent le maximum d'avantages du Programme, sa mise en oeuvre devrait être suivie le plus étroitement possible. Les dispositions qui ont été arrêtées et énoncées dans le texte du Programme en vue de la mise en oeuvre de sa surveillance et de son suivi doivent donc être considérées par l'ensemble des pays les moins avancés comme fournissant une occasion unique de relier sur une base permanente, les efforts globaux contenus dans le programme aux besoins et priorités spécifiques de chaque pays, au cours de la décennie. Il est par conséquent dans l'intérêt de chacun des pays les moins avancés de prendre les dispositions requises au niveau national.

41. La principale caractéristique des dispositions réside dans la série de réunions de consultation que chacun des pays les moins avancés est invité à organiser à intervalles appropriés pour précisément examiner et superviser l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action au niveau des pays de concert avec les donateurs. Les réunions de consultation seront plus précisément consacrées à l'examen de la situation économique de chaque pays et de l'assistance qu'il reçoit de l'extérieur, à une évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action, à la recherche de l'assistance nécessaire à l'exécution des plans et programmes prévus pour la période examinée, à une révision des modalités de l'aide ainsi qu'à l'examen des moyens à mettre en oeuvre pour aider le pays à développer ses échanges sur les marchés existants et les nouveaux marchés.

42. Outre les réunions de consultation, chacun des pays les moins avancés est invité à établir un centre de liaison en vue d'assurer des contacts et une coordination permanents avec ses partenaires du développement bilatéraux et multilatéraux. Il est également recommandé que chaque pays crée un groupe

de travail intergouvernemental regroupant les ministères appropriés qui seraient chargés d'aider le centre de liaison à coordonner les activités au niveau national.

43. Les auteurs du nouveau Programme substantiel d'action reconnaissent, à juste titre, le fait que la nécessité impérieuse de mettre en oeuvre le programme de façon efficace au niveau des pays pourrait être largement entretenue au moyen d'activités périodiques d'évaluation des progrès accomplis aux niveaux régional et mondial. De telles évaluations permettront de garder présents à l'esprit les objectifs et engagements globaux contenus dans le Programme. Elles permettront également d'attirer l'attention sur les difficultés et les insuffisances dans la mise en oeuvre du Programme ainsi que de formuler des recommandations sur les moyens de surmonter ces difficultés. Ces examens régionaux et mondiaux permettraient en outre d'assurer qu'aucun pays ne soit laissé pour compte au cours de la décennie.

44. A cet égard, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est invitée à jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration au niveau mondial des dispositions détaillées en vue de la mise en oeuvre, de la coordination et du suivi du programme.

45. En 1985, il sera procédé à un examen mondial à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action. Cet examen sera effectué par le Groupe intergouvernemental de la CNUCED chargé de la questions des pays les moins avancés. On envisagera également la possibilité de procéder à un examen mondial à la fin de la décennie, examen qui pourrait notamment prendre la forme d'une conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Les dispositions globales concernant le suivi du programme fourniront l'occasion d'évaluer les progrès accomplis au niveau des pays, ainsi que l'état d'avancement de la mise en oeuvre des mesures d'appui sur le plan international, notamment en ce qui concerne l'aide publique au développement.

46. Les organismes compétents (tels que le PNUD, y compris le Fonds d'équipement des Nations Unies et le Fonds pour le financement de mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés), les commissions régionales intéressées, les organes et les institutions spécialisés des Nations Unies accorderaient aux problèmes, besoins et réalisations des pays les moins avancés une attention entière et surveilleraient leur évolution et fourniraient des statistiques pertinentes. Chacun de ces organes élaborerait également des rapports périodiques concernant leurs activités en faveur des pays les moins avancés en tant qu'élément de l'examen mondial.

47. Le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale assurera, en étroite collaboration avec le Secrétaire général de la CNUCED, les secrétaires exécutifs des commissions régionales et les organismes directeurs des groupes fournissant de l'aide, au niveau de leur secrétariat, la pleine mobilisation et la coordination de l'ensemble des organes, institutions et organismes du système des Nations Unies en vue de la mise en oeuvre et du suivi du nouveau Programme substantiel d'action.

Le coordonnateur résident des Nations Unies dans chacun des pays les moins avancés, qui continuera à mobiliser les efforts venant de l'ensemble du système des Nations Unies, jouera un rôle similaire.

48. Les commissions régionales sont invitées à contribuer au suivi et à donner aux pays les moins avancés de chaque région la possibilité d'échanger des données d'expérience et de rechercher des solutions à leurs problèmes communs aux niveaux national, régional et mondial.

ANNEXE I

Projections des agrégats macro-économiques des pays les moins avancés d'Afrique
établies sur la base des mémoires présentés par les pays

	Valeurs (en milliards de dollars des Etats-Unis aux prix de 1979)		Parts du PIB total (en pourcentage)		Taux de croissance annuels moyens (en pourcentage)			
	1979	1985	1990	1979	1985	1990	1979-1985	1985-1990
	1979-1990	1985-1990	1979-1990	1979-1990	1985-1990	1979-1990	1979-1990	1985-1990
PIB au coût des facteurs	38,43	52,69	78,53	100,0	100,0	100,0	5,4	6,6
Agriculture	20,01	25,03	31,19	52,1	47,5	43,0	3,8	4,5
Industrie	5,40	8,81	14,19	14,0	16,7	19,6	8,5	10,0
Services	13,02	18,85	27,15	33,9	35,8	37,4	6,4	7,6
PIB aux prix du marché	42,21	59,54	83,12	100,0	100,0	100,0	5,9	6,9
Consommation	39,82	51,31	68,34	94,3	86,2	83,2	5,2	5,9
Epargne intérieure	2,39	8,23	14,78	5,7	13,8	17,8	22,9	12,4
Formation de capital	6,32	11,07	22,26	15,0	18,6	26,8	9,8	15,0
Déficit d'épargne	3,93	2,84	7,48	9,3	4,8	9,0	-10,4	15,3
Importations	8,92	15,72	26,73	21,1	26,4	32,2	9,9	11,2
Exportations	4,99	7,74	12,46	11,8	13,0	15,0	7,6	10,0
Déficit commercial	3,93	7,98	14,27	9,3	13,4	17,2	6,3	5,1

Source: Calculs effectués par le secrétariat de la CEA sur la base des mémoires présentés par les pays.

ANNEX II

Projections des agrégats macro-économiques des pays les moins avancés d'Afrique, établies sur la base des mémoires présentés par les pays, avec correction pour équilibrer le déficit commercial et le déficit d'épargne

	Valeurs (en milliards de dollars des Etats-Unis aux prix de 1979)				Parts du PIB total (en pourcentage)		Taux de croissance annuels moyens (en pourcentage)			
	1979	1985	1990	1979	1985	1990	1979-1985	1985-1990	1979-1990	1979-1990
PIB au coût des facteurs	38,43	52,69	72,53	100,0	100,0	100,0	5,4	6,6	6,0	6,0
Agriculture	20,01	25,03	31,19	52,1	47,5	43,0	3,8	4,5	4,1	4,1
Industrie	5,40	8,81	14,19	14,0	16,7	19,6	8,5	10,0	8,8	8,8
Services	13,02	18,85	27,15	33,9	35,8	37,4	6,4	7,6	6,9	6,9
PIB aux prix du marché	42,21	59,54	83,12	100,0	100,0	100,0	5,9	6,9	6,3	6,3
Consommation	39,82	56,45	75,13	94,3	94,8	90,4	6,0	5,9	5,9	5,9
Epargne intérieure	2,39	3,09	7,99	5,7	5,2	9,6	4,4	20,9	11,6	11,6
Formation de capital	6,32	11,07	22,26	15,0	18,6	26,8	9,8	15,0	12,1	12,1
Déficit d'épargne	3,93	7,98	14,27	9,3	13,4	17,2	6,3	5,1	5,7	5,7
Importations	8,92	15,72	26,73	21,1	26,4	32,2	9,9	11,2	10,5	10,5
Exportations	4,99	7,74	12,46	11,8	13,0	15,0	7,6	10,0	8,7	8,7
Déficit commercial	3,93	7,98	14,27	9,3	13,4	17,2	6,3	5,1	5,7	5,7

Source: Calculs effectués par le secrétariat de la CEA.

Note: Les taux de croissance du PIB au coût des facteurs, du PIB aux prix du marché, des valeurs ajoutées par secteur, de la formation de capital, des importations et des exportations sont tirés des mémoires présentés par les pays.

ANNEXE III

Projections des agrégats macro-économiques des pays les moins avancés d'Afrique
établies sur la base des tendances historiques

	Valeurs (en milliards de dollar des Etats-Unis aux prix de 1979)				Parts du PIB total (en pourcentage)		Taux de croissance annuels moyens (en pourcentage)			
	1979	1985	1990	1979	1985	1990	1979-1985	1985-1990	1979-1990	
PIB au coût des facteurs	38,43	45,62	52,89	100,0	100,0	100,0	2,9	3,0	2,94	
Agriculture	20,01	22,27	24,35	52,1	48,8	46,0	1,8	1,8	1,8	
Industrie	5,40	6,99	8,71	14,0	15,3	16,5	4,4	4,5	4,44	
Services	13,02	16,36	19,83	33,9	35,9	37,5	3,9	3,9	3,9	
PIB aux prix du marché	42,21	54,02	69,62	100,0	100,0	100,0	4,2	4,6	4,4	
Consommation	39,82	50,97	63,52	94,3	94,3	93,9	4,2	4,5	4,3	
Épargne intérieure	2,39	3,05	4,12	5,7	5,7	6,1	4,1	6,2	5,9	
Formation de capital	6,32	8,32	10,57	15,0	15,4	15,6	4,7	4,9	4,8	
Déficit d'épargne	3,93	5,27	6,45	9,3	9,7	9,5	5,0	4,1	4,6	
Importations	8,92	11,68	14,84	21,1	21,6	21,9	4,6	4,9	4,7	
Exportations	4,99	6,31	7,68	11,8	11,7	11,4	4,0	4,0	4,0	
Déficit commercial	3,93	5,37	7,16	9,3	9,9	10,5	5,3	5,9	5,6	

Source: Secrétariat de la CEA.

ANNEXE IV

Projections des agrégats macro-économiques des pays les moins avancés d'Afrique, postulant un apport d'aide extérieure égal au volume prévu dans le nouveau programme substantiel d'action

	Valeurs (en milliards de dollars des Etats-Unis aux prix de 1979)				Parts du PIB total (en pourcentage)		Taux de croissance annuels moyens (en pourcentage)			
	1979	1985	1990	1979	1985	1990	1979-1985	1985-1990	1979-1990	
PIB au coût des facteurs	38,43	51,21	65,04	100,0	100,0	100,0	4,9	4,9	4,9	
Agriculture	20,01	23,89	29,07	52,1	46,7	44,7	3,0	4,0	3,4	
Industrie	5,40	8,57	12,59	14,0	16,7	19,4	8,0	8,0	8,0	
Services	13,02	18,75	23,38	33,9	36,6	35,9	6,3	4,5	5,5	
PIB aux prix du marché	42,21	56,56	72,88	100,0	100,0	100,0	5,0	5,2	5,1	
Consommation	39,83	50,38	61,60	94,3	83,0	85,7	4,0	4,1	4,0	
Epargne intérieure	2,39	6,18	11,28	5,7	11,0	15,6	17,2	12,8	15,1	
Formation de capital	6,32	11,01	17,50	15,0	19,6	24,2	9,7	9,7	9,7	
Déficit d'épargne	3,93	4,83	6,22	9,3	8,6	8,6	3,5	5,2	4,3	
Importations	8,92	12,53	17,28	21,1	22,3	23,9	5,8	6,6	6,2	
Exportations	4,99	7,70	11,06	11,8	13,7	15,3	7,5	7,5	7,5	
Déficit commercial	3,93	4,83	6,22	9,3	8,6	8,6	3,5	5,2	4,3	

Source: Secrétariat de la CEA.

ANNEXE V

Projections des agrégats macro-économiques des pays les moins avancés d'Afrique, postulant un apport d'aide extérieur égal au volume prévu dans le nouveau programme substantiel d'action et reprenant les taux de croissance du PIB envisagés dans les mémoires présentés par les pays

	Valeurs (en milliards de dollars des Etats-Unis aux prix de 1979)				Parts du PIB total (en pourcentage)		Taux de croissance annuels moyens (en pourcentage)			
	1979	1985	1990	1979	1985	1990	1979-1985	1985-1990	1979-1990	
PIB au coût des facteurs	38,43	53,62	72,53	100,0	100,0	100,0	5,4	6,6		6,0
Agriculture	20,01	25,03	31,19	52,1	47,5	43,0	3,8	4,5		4,1
Industrie	5,40	8,81	14,19	14,0	16,7	19,6	8,5	10,0		8,8
Services	13,02	18,85	27,15	33,9	35,8	37,4	6,4	7,6		6,9
PIB aux prix du marché	42,21	59,54	83,12	100,0	100,0	100,0	5,9	6,9		6,3
Consommation	39,82	53,23	67,59	94,3	87,4	81,2	5,0	4,9		4,9
Epargne intérieure	2,39	6,31	15,61	5,7	12,6	18,8	17,6	19,9		18,6
Formation de capital	6,32	11,07	22,26	15,0	18,6	26,8	9,8	15,0		12,1
Déficit d'épargne	3,93	4,76	6,65	9,3	8,0	8,0	3,2	6,9		4,9
Importations	8,92	12,50	19,11	21,1	21,1	23,0	5,8	8,9		7,2
Exportations	4,29	7,74	12,46	11,8	13,0	15,0	7,6	10,0		8,7
Déficit commercial	3,93	4,76	6,65	9,3	8,0	8,0	3,2	6,8		4,9

Source: Projections établies par le secrétariat de la CEA.

Note: Les taux de croissance du PIB au coût des facteurs, du PIB aux prix du marché, des valeurs ajoutées par secteur, de la formation de capital, des importations et des exportations sont tirés des mémoires présentés par les pays.